



**CDEN du jeudi 12 novembre 2020**

**Déclaration liminaire.**

Nous souhaitons avant tout chose rendre hommage à notre collègue Samuel Paty, assassiné en exerçant son métier de professeur.

Nous sommes confronté·e·s à une crise sanitaire très grave, révélatrice de maux structurels et idéologiques profonds, et de besoins que nous pointons depuis longtemps en CDEN. Nous comprenons que les circonstances évolutives obligent à une adaptation permanente, dont personne ne détient la recette miracle. Pour autant, la FSU, comme d'autres organisations, est porteuse de propositions à même d'atténuer les conséquences de la crise. Mais nous ne sommes pas entendu·e·s... Dès lors, le constat d'une action ministérielle catastrophique à l'Éducation Nationale devient de plus en plus partagé. Un « groupe Grenelle » de hauts fonctionnaires du ministère publiait en mai dernier une tribune qui commençait ainsi « *Nous observons, consternés, un système éducatif détourné de ses fondements républicains et de ses valeurs* » et poursuivait : « *Nous voyons tout d'abord un immense mensonge* » puis développait ensuite des arguments aux titres éloquentes : « *Mise au pas, Scientisme, Projet réactionnaire, Éducation à la citoyenneté et laïcité dévoyés* »<sup>1</sup>. Avant même la crise de la COVID, en janvier 2020, c'est le SNPDEN de l'académie de Rouen qui constatait : "*De plus en plus souvent notre loyauté nous conduit à mentir. Mentir aux personnels, [...]Mentir aux usagers, [...]Se mentir à nous-mêmes [...]. Nous n'oublions pas que notre ministre appartient à un gouvernement qui, par pure idéologie, a mis à bas le paritarisme*".<sup>2</sup>

Les derniers errements autour de l'organisation de l'hommage à Samuel Paty et de la mise en place du nouveau protocole sous confinement confirment l'incapacité du ministre à écouter les acteurs et actrices de terrain. Administrer le plus grand service public ne peut se réduire à des annonces dans les médias ou à des ajustements sous la pression de photos sur les réseaux sociaux. Le ministre Blanquer est plus que jamais délégitimé ; il doit démissionner.

En Isère, nous constatons une exaspération généralisée, exprimée ce mardi lors d'une journée de grève inédite. Malgré le confinement, conscients que leurs élèves sont mieux à l'école que chez eux pour apprendre, des centaines de collègues ont pourtant fait grève, des dizaines d'écoles étaient fermées.

---

1. <http://www.cafepedagogique.net/lexpresso/Pages/2020/05/14052020Article637250435761243497.aspx>

2. <http://www.cafepedagogique.net/LEXPRESSO/Pages/2020/01/22012020Article637152744648821997.aspx>

Dans le premier degré, et malgré une baisse démographique relative (-1,17%), les ressources humaines en Professeur·e·s des Écoles continuent d'être insuffisantes pour proposer des Réseaux d'Aide à la Scolarisation des Élèves en Difficultés complets et sur tout le territoire. Il a fallu supprimer les postes de Plus de Maîtres que de Classe ( pourtant loués dans les bilans de rentrée des années précédentes) pour mettre en place les dispositifs 100% réussite en éducation prioritaire et commencer à limiter les classe de GS à 24 en maternelle. Les remplaçant·e·s sont en nombre insuffisants, à tel point qu'en audience le mercredi 7 Octobre à la DSDEN, le constat d'une centaine de classe non remplacées semblait compensé par la satisfaction affichée d'avoir pu maintenir les formations des nouveaux-elles directeurs·trices (nous en sommes là !). Il faut davantage de Professeur·e·s des Écoles. La liste complémentaire constitue un vivier immédiatement mobilisable. Nous continuons à dénoncer le recours aux contractuels, ce n'est pas une réponse pérenne et satisfaisante. Il faut davantage d'ATSEM dans les écoles maternelles, il faut davantage d'agent·e·s techniques pour le nettoyage et il faut un plan d'équipement pour doter les écoles de matériels sanitaires permettant les gestes barrière sur les temps scolaires et péri-scolaires.

Les tâches qui incombent aux directrices et directeurs d'écoles sont trop lourdes, trop chronophages, trop morcelées et trop souvent éloignées de leurs missions. Le ministre Blanquer a supprimé les aides administratives à son arrivée, il se targue à présent de mettre en place des groupes de travail pour résoudre des problèmes qui sont connus, que sa politique a largement contribué à aggraver et qui le sont encore par la crise sanitaire. Il faut plus de temps de décharge, des aides administratives à statut de fonctionnaire. En attendant, la FSU 38 maintient la demande que des mesures concrètes soient prises à l'issue de chaque groupe de travail départemental.

Dans le second degré, la surpopulation lycéenne contraint le ministre à permettre une fréquentation à mi-temps des établissements pour ce second confinement. A cette contrainte se cumule la réforme des lycées qui génère autant de bacs que de lycées, abandonnant la garantie d'égalité représentée par un examen national aux sujets d'épreuves identiques pour tous. En faisant voler en éclat les groupes classes, les emplois du temps des lycées de l'Isère sont devenus des casse-tête insupportables qui dégradent la qualité des enseignements.

Au collège, alors que la démographie est en hausse, les postes sont en baisse. La loi de finance, présentée à l'Assemblée pour 2021, confirme le principe de déshabiller le second degré pour habiller le premier, en préservant cependant soigneusement les moyens des classes préparatoires.

L'inclusion des enfants en situation de handicap, soutenue par 100 000 AESH au niveau national, reste assurée par des personnels sous-payés, précaires et insuffisamment formés dont la gestion

par la généralisation des PIAL n'a en rien amélioré leurs conditions d'exercice. Un statut de fonctionnaire doit être mis en place pour cette mission de service public.

Avec la crise, les enseignant·e·s de l'Isère observent des situations sociales qui s'aggravent toujours plus : de très jeunes enfants dorment dans des tentes, des mineur·e·s isolé·e·s ne sont plus aidé·e·s sitôt atteinte leur majorité, la précarité touche de plus en plus de familles. C'est particulièrement le cas en Éducation prioritaire pour laquelle une réforme se dessine. La FSU organisera des États généraux interdépartementaux en décembre et nationaux en janvier pour établir les moyens nécessaires à la compensation des difficultés qui s'accumulent dans ces zones défavorisées.

L'école apparaît plus que jamais comme l'outil d'émancipation et de réduction des inégalités à même d'atténuer les effets de la triple crise sanitaire, économique et environnementale actuelle. Qu'a-t-il été fait pour cela par le pouvoir en place ? Pour peu que soient abandonnées définitivement les scélérates réformes des retraites et de la modernisation de la fonction publique, à condition que le Grenelle revalorise les rémunérations à hauteur de ce qui a été perdu en dix ans de gel du point d'indice (jusqu'à 20% de pouvoir d'achat !), le gouvernement sera un peu plus crédible quand il annonce vouloir choyer les enseignant·e·s ...

De l'argent est mobilisable ! 10 % des ménages les plus aisés ont cumulé plus de 25 milliards d'euros d'épargne durant le confinement. 100 milliards d'euros sont débloqués par l'État pour le plan de relance. Il peut être utilisé pour le bien public et en premier lieu pour la Santé et l'Éducation !